

"Le mouvement des policiers 'en colère' a joué sur la stratégie des syndicats" (Benjamin Pabion, chercheur)

Une « participation massive » des policiers et une « polarisation du jeu syndical » : tels sont, selon Benjamin Pabion, les principaux enseignements des élections professionnelles de 2018 dans la police nationale. Docteur en science politique et auteur d'une thèse sur le syndicalisme policier, le chercheur estime que le « discours plus revendicatif et incisif » d'**UNITÉ SGP POLICE FO** a sans doute permis à l'organisation de redevenir première chez les gardiens de la paix, même si la « défaite » d'Alliance police nationale « est à relativiser ». Quelques mois après le mouvement des policiers dits « en colère », il note que nombre de fonctionnaires « s'interrogent sur le sens de leur métier ». « L'un des enjeux de ces prochaines années sera donc, pour les syndicats, de mettre des mots sur ces questionnements. »



AEF info : Vous êtes titulaire d'un doctorat de science politique et avez soutenu une thèse sur le syndicalisme policier. En tant qu'observateur du monde syndical dans la police, quels enseignements tirez-vous des résultats des élections professionnelles de 2018 ? (lire sur AEF info)

Benjamin Pabion : Il y en a deux principaux à mon sens. En premier lieu, je note la participation élevée [85,54 % dans l'ensemble de la police] malgré la mise en place du vote électronique. Les expériences précédentes de mise en place du vote électronique, notamment dans l'éducation nationale, s'étaient avérées peu favorables à la participation.

La participation massive des policiers n'était donc pas acquise d'autant plus que jusqu'à présent, le vote sur le temps de service, souvent en équipage, avait une influence sur la dynamique de groupe.

La participation à ces élections revêtait par ailleurs un enjeu symbolique : avec les structures associatives issues du mouvement des policiers « en colère » fin 2016 (lire sur AEF info) – notamment Mobilisation des policiers en colère (lire sur AEF info) ou le Clip Rhône-Alpes, qui ont bénéficié d'une visibilité importante –, le jeu syndical allait-il s'essouffler ? À la lumière de

ces résultats, on peut constater que les policiers s'inscrivent toujours, dans leur grande majorité, dans l'économie générale de la représentation syndicale. Il y avait d'ailleurs un enjeu financier lié à la participation : le nombre de voix influe directement sur les ressources financières des syndicats.

Le deuxième enseignement du scrutin est la polarisation du jeu syndical policier, avec deux pôles majeurs qui se confirment chez les gardiens de la paix : **UNITÉ SGP POLICE FO** et Alliance police nationale (lire sur AEF info). Leur pérennité était l'une des questions de ce scrutin. En troisième position, l'Unsa police continue de progresser, montrant qu'elle fait plus que seulement survivre à la scission de 2009.

AEF info : UNITÉ SGP POLICE FO est donc repassée en première position chez les gardiens de la paix. Comment interprétez-vous ce résultat ?

Benjamin Pabion : Le changement de secrétaire général de l'organisation, avec l'élection d'Yves Lefebvre en septembre 2015 (lire sur AEF info), a changé le ton général et la communication nationale du syndicat. **UNITÉ SGP POLICE FO** assume un discours plus revendicatif et incisif. Ce changement de stratégie a été à la fois contraint et rendu possible par la perte du statut d'organisation majoritaire en 2014 (lire sur AEF info).

La communication d'**UNITÉ SGP POLICE FO** semble en particulier avoir été efficace au sujet du protocole sur les carrières des policiers signé en 2016 par Alliance police nationale et l'Unsa police (lire sur AEF info). D'une part, l'organisation a affirmé qu'il n'allait pas assez loin et, d'autre part, elle a reproché à Alliance police nationale d'avoir signé un accord profitant avant tout aux officiers et aux commissaires de police.

Cette stratégie de communication syndicale résume bien le positionnement d'**UNITÉ SGP POLICE FO** au cours des dernières années. Nous verrons quelle sera la stratégie adoptée dans les mois à venir, mais je ne pense pas qu'elle change fondamentalement.

AEF info : Comment interprétez-vous le résultat d'Alliance police nationale ?

Benjamin Pabion : Alliance police nationale perd sa majorité, mais sa défaite est à relativiser. Il ne s'agit pas d'un gros revers : même en passant deuxième, Alliance gagne des voix par rapport à 2014 et ses scores restent proches de ceux d'**UNITÉ SGP POLICE FO** (lire sur AEF info). Le résultat semble néanmoins indiquer que le protocole de 2016, validé par Alliance, n'a pas répondu à toutes les attentes. Sur le terrain, la communication du syndicat mettait en valeur des gains en pouvoir d'achat, qui ne se sont pas révélés aussi importants que promis. Cela a généré des insatisfactions.

Par ailleurs, Alliance police nationale n'a sans doute pas su se positionner suffisamment tôt sur la question du temps de travail. **UNITÉ SGP POLICE FO** peut inscrire à son bilan une action significative sur ce plan-là, avec la proposition de «vacation forte», qui permet aux gardiens de la paix d'avoir un week-end de repos sur deux (lire sur AEF info). C'est un sujet technique, mais très concret pour les policiers.



UNITÉ SGP POLICE
FSMI FO **100%** **Gradés, Gardiens, ADS et PATS**
26/01/2019

De la même manière, c'est **UNITÉ SGP POLICE FO** qui a mené une action de fond sur le contentieux lié à l'avantage spécifique d'ancienneté (lire sur AEF info). C'est encore un sujet très technique, mais cela a permis à de nombreux policiers d'obtenir des rattrapages de salaire parfois conséquents.

AEF info : Que reprenez-vous du résultat de l'Unsa police et des autres syndicats ?

Benjamin Pabion : L'Unsa police a connu une importante scission en 2009, qui a conduit à la création d'Unité police, qui s'est ensuite associée au SGP pour devenir **UNITÉ SGP POLICE FO** (lire sur AEF info). Une part importante des adhérents et responsables syndicaux ont quitté l'organisation, posant la question de sa survie.

En parvenant à se maintenir et même à progresser lors des trois derniers scrutins, l'Unsa police a réussi à affirmer sa pérennité dans le paysage syndical policier, ce qui n'était pas gagné. Malgré une relégation en troisième position, c'est une réelle victoire syndicale, d'autant plus que la quasi-égalité en voix entre **UNITÉ SGP POLICE FO** et Alliance police nationale lui donne un rôle d'arbitre dans de nombreuses commissions paritaires locales et nationales.

L'autre enseignement, c'est l'absence de progression des formations syndicales « contestataires » ou « minoritaires ». Vigi et Alternative police-CFDT, en particulier, participaient pour la première fois depuis leurs créations respectives à des élections professionnelles, et espéraient s'implanter de manière significative dans le paysage syndical policier.

Mais les résultats ont été décevants pour ces deux syndicats qui n'ont pas réalisé la percée espérée. Tout comme, d'ailleurs, France Police ou la FPIP, deux organisations plus anciennes qui restent largement minoritaires.

AEF info : Les positionnements d'Alliance police nationale et d'UNITÉ SGP POLICE FO à l'échelle nationale suffisent-ils à expliquer les résultats du scrutin ?

Benjamin Pabion : Non, évidemment. Le paramètre essentiel reste celui du délégué de terrain. Il est très significatif dans l'expression du vote mais difficile à appréhender. Lorsque les résultats complets seront publiés, on pourra peut-être constater par endroits, comme cela a été le cas en 2014, des différences entre les résultats aux élections locales ou nationales.

Pour les électeurs, il s'agit, par exemple, de sanctionner un représentant local mais de valider le positionnement d'un syndicat à l'échelle nationale. Quoi qu'il en soit, on constate sans ambiguïté l'importance du délégué de service dans la dynamique électorale.

AEF info : Vous le rappelez, la fin de l'année 2016 a été marquée par la mobilisation des policiers dits « en colère ». Quelle a été l'influence de ce mouvement sur le scrutin de 2018 ?

Benjamin Pabion : Il a joué sur la stratégie des syndicats, qui ont eu le sentiment d'une demande d'un positionnement plus revendicatif. Cela s'était déjà vu par le passé, notamment en 2012 à la veille de l'élection présidentielle.



UNITÉ SGP POLICE
FSMI FO

100% Gradés, Gardiens, ADS et PATS

26/01/2019

Il y a aussi eu une volonté de la part des organisations de ne pas se laisser dépasser par la base. Cela a donné lieu à des positionnements ou à des appels à la mobilisation un peu flous de la part des syndicats. Les exemples sont nombreux : la manifestation unitaire et intercatégorielle du 14 octobre 2015, l'une des plus importante depuis quinze ans, dénonce la rupture entre la police et la justice mais ne présente aucune revendication claire (lire sur AEF info). De même en mai 2016, Alliance appelle à un rassemblement place de la République à Paris avec pour seul mot d'ordre «halte à la haine anti-flic» (lire sur AEF info).

De manière plus générale, le sentiment d'insatisfaction générale qui s'est exprimé via les policiers «en colère» va probablement, selon moi, conduire les syndicats de police à trouver un positionnement plus uniquement catégoriel mais davantage sociétal sur le rôle de la police.

Il y a actuellement beaucoup de policiers qui s'interrogent sur le sens de leur métier, un malaise diffus sur les conditions de travail au sens large. L'un des enjeux de ces prochaines années sera donc, pour les syndicats, de mettre des mots sur ces questionnements, et de proposer des réponses globales.

AEF info : La mobilisation des syndicats représentatifs en décembre 2018, pendant le mouvement des «gilets jaunes» et quelques jours après les élections professionnelles, semble avoir montré la capacité des syndicats de police à capitaliser sur les expressions d'insatisfaction relayées par les associations (lire sur AEF info), d'autant qu'elle a porté ses fruits et donné lieu à des augmentations indemnitaires (lire sur AEF info). Comment analysez-vous cet épisode ?

Benjamin Pabion : Les négociations de décembre 2018 s'inscrivent dans un contexte très particulier, celui de la mobilisation des «gilets jaunes». Les policiers ont été largement et massivement mobilisés pour des opérations de maintien de l'ordre lourdes, qui ont eu des conséquences bien réelles sur les emplois du temps des policiers (lire sur AEF info).

Il arrive que dans ces circonstances, les policiers obtiennent des primes exceptionnelles. Le caractère hautement sensible, pour le pouvoir politique, de la mobilisation des «gilets jaunes» a constitué un incroyable levier de négociation pour les organisations syndicales.

Les représentants d'**UNITÉ SGP POLICE FO** ont par exemple largement communiqué sur le fait que ce sont les policiers qui ont «fait tenir la République», soulignant leur importance pour le pouvoir politique.

La facilité et la rapidité avec lesquelles les négociations ont abouti, sans qu'aucune manifestation ne soit organisée, montre à mon sens la crainte qu'a suscité pour le gouvernement l'ouverture d'un nouveau front social chez les policiers. On retrouve la même logique dans l'avancée exceptionnellement rapide des négociations chez les transporteurs routiers.

AEF info : Vous avez soutenu en juin dernier une thèse de science politique intitulée «Travail de représentation et rapport au politique dans le syndicalisme policier». Quel était l'objet de votre recherche ?

UNITÉ SGP
POLICE
FSMI FO

100% Gradés, Gardiens,
ADS et PATS

26/01/2019

www.unitesgppolice.com

Benjamin Pabion: Si le fait syndical est un élément important dans la police nationale, il y a peu de recherches sur ce thème, et surtout sur l'influence des syndicats de police au sein du ministère de l'Intérieur. J'ai principalement exploré deux pistes : d'une part, le travail syndical, et pourquoi certains policiers se spécialisent dans le syndicalisme, d'autre part, le rapport au politique et la façon dont les représentants syndicaux se positionnent par rapport aux responsables politiques et vice-versa.

Sur ce dernier point, j'ai pu constater une grande ambivalence : l'indépendance est une constante du discours syndical, et ce n'est pas un hasard si le syndicat historique des gardiens de la paix, la Fasp (Fédération autonome des syndicats de police), a choisi de rejoindre l'Unsa dans les années 1990.

Mais les incursions politiques sont fréquentes, que ce soit du temps de la Fasp par proximité idéologique avec le pouvoir en place durant le premier septennat de François Mitterrand, le positionnement à droite de représentants d'Alliance ou de Synergie officiers ou encore des appels à voter PS chez certains représentants locaux d'**UNITÉ SGP POLICE FO**.

AEF info : Avez-vous pu confirmer ou infirmer l'existence d'une forme de «cogestion» dans la police nationale ?

Benjamin Pabion : Oui et non. Il y a bien une influence des syndicats sur l'administration de la police nationale, mais elle n'est pas aussi évidente que certains le laissent parfois entendre. Pour moi, le terme de «cogestion» n'est plus pertinent aujourd'hui et aucun secrétaire général de syndicat de police ne pourrait prétendre obtenir ce qu'il veut de l'administration en mobilisant ses troupes dans la rue.

L'éclatement de la Fasp à la fin des années 1990 et la reconstruction du syndicalisme policier autour de deux pôles concurrents – **UNITÉ SGP POLICE FO** et Alliance police nationale – ont marqué la fin d'une hégémonie syndicale : les avancées les plus conséquentes ne sont désormais possibles que lorsque ces organisations concurrentes s'accordent entre elles.

Néanmoins, la crainte de la mobilisation conduit évidemment le ministère de l'Intérieur à anticiper, comme il l'a fait en décembre dernier. L'influence n'est donc pas directe.



UNITÉ SGP
POLICE
FSMI FO

100% Gradés, Gardiens,
ADS et PATS

www.unitesgppolice.com

26/01/2019